



Le CESE pour des services européens d'intérêt général

Le Conseil économique et social européen (CESE) a adopté, le 21 octobre 2010, un rapport de MM. Malosse (groupe employeurs) et Dassis (groupe salariés) sur "La rénovation de la méthode communautaire" (CESE 1363/2010) qui préconise, notamment, d'y faire plus et mieux participer les citoyens et de l'appliquer à des domaines qui suscitent aujourd'hui de fortes attentes, comme les services d'intérêt général. Ce nouvel avis renforce et complète un précédent avis de novembre 2009, qui demandait "d'examiner de manière approfondie la possibilité de définir des services communautaires d'intérêt général" (voir NNE 262).

La méthode communautaire a fait l'originalité et permis l'essentiel des succès européens grâce à des moyens communs mis au service d'objectifs communs sur des projets tournés vers l'intérêt général et avec des débats ouverts associant la société civile, mais aujourd'hui, l'Union européenne peine à sortir de la crise, à se positionner mondialement et rencontre un scepticisme croissant des citoyens européens sur sa capacité à relever les défis de son temps. Face à ce fossé grandissant entre citoyens et institutions européennes "le temps est [...] venu de développer des services européens d'intérêt général dans les domaines où l'évolution des situations et des enjeux les rend désormais nécessaires : protection civile, aide d'urgence internationale, services de douanes, transports, centres de recherches, réseaux à haut débits, etc. Sur ces nouvelles bases, on pourrait promouvoir des concessions européennes d'intérêt général à travers des partenariats public/privé pour développer les réseaux transeuropéens (transports, énergie, télécommunications) renforçant ainsi la cohésion et la compétitivité de l'UE."

"Pour faciliter la vie des citoyens et des entreprises et leur faire prendre conscience de la réalité du marché unique, un certain nombre d'initiatives dont l'utilité d'intérêt général a déjà été identifiée depuis longtemps devraient être enfin prises sans délai : une politique industrielle européenne marquée par des synergies pour faire face à la mondialisation, un statut européen pour les PME, pour les fondations et les associations, un guichet fiscal unique pour les activités transfrontalières des PME, un brevet communautaire. Il faudra également développer une série d'instruments législatifs pour garantir la libre circulation des personnes dans le respect des droits sociaux et des conventions collectives. D'autres initiatives pourraient aussi voir le jour suite à des initiatives citoyennes [...] notamment en matière de sécurité d'approvisionnement énergétique, de développement durable et de protection des consommateurs. Ailleurs, le rapport s'interroge sur les modes de participation de la société civile aujourd'hui clairement insuffisants. "On ne fera pas progresser l'Europe si on n'encourage pas les Européens à se ressentir et à agir comme tels. Ceci suppose de leur donner les outils communs qui leur manquent encore, des droits économiques et sociaux plus clairs, des procédures plus simples, des moyens juridiques plus autonomes, de véritables statuts communs (cf. associations, sociétés, fondations)" et leur participation à l'évaluation des politiques européennes "en amont, lors du processus d'élaboration de la réglementation."

Cet avis d'initiative confirme une prise de conscience des acteurs de la société civile de l'importance des SIG pour la construction européenne. Le CELSIG partage l'idée qu'il faut créer de nouveaux services d'intérêt général européens et, à la liste donnée par le CESE, propose d'examiner le domaine de l'environnement, la biodiversité, la forêt, l'air, le secteur bancaire, notamment.

<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.opinions-search>

The EESC for European services of general interest

On October 21, 2010 the European Economic and Social Committee (EESC) adopted a report by Mr. Malosse (employers group) and Mr. Dassis (employees group) on "The Renewal of the Community Method (EESC 1363/2010) which, inter alia, advocates doing more and involve citizens better and, to apply it to areas that are currently giving rise to high expectations, such as services of general interest. This latest review reinforces and complements a previous opinion of November 2009, which called for "an in-depth examination of the possibility of defining Community services of general interest" (see NNE 262).

The Community method is original and has enabled the bulk of European successes through common means to the service of common objectives on projects directed toward the public interest, coupled with open discussions involving the civil society. However, today, the European Union is struggling to get out of the crisis, to position itself internationally and is encountering a growing skepticism of European citizens on its ability to meet the challenges of its time. Against this widening gap between citizens and EU institutions "time has [...] come to build up European services of general interest in those sectors where changing circumstances and challenges make them necessary: the civil protection, international emergency aid, customs services, transport, research centres, high-speed networks, etc. From these new bases, European concessions of general interest could be promoted via public/private partnerships to develop Trans-European Networks (transport, energy, telecommunications), thereby enhancing cohesion and competitiveness of the EU."

"In order to facilitate the lives of citizens and companies and enhance their awareness of the reality of the Single Market, a number of initiatives, whose usefulness in terms of the general interest has long been accepted, could finally be taken, immediately: a European industrial policy which, by harnessing synergies, addresses the challenge of globalisation, a European statute for SMEs and for foundations and associations, a one-stop shop for taxation of cross-border SME transactions and a Community patent. A range of legislative tools guaranteeing the free movement of persons whilst upholding their social rights and the right to collective agreements must be developed. There could also be a creation of other initiatives following citizens' initiatives [...] relating to security of energy supply, sustainable development and consumer protection. Further, the report examines patterns of the participation of the civil society which are, today, clearly insufficient. "Europe will be unable to continue making headway unless European citizens are encouraged to consider themselves as European and to act accordingly. This implies providing them with common tools, hitherto lacking: clearer economic and social rights, simpler procedures, more independent legal resources, genuine common statutes (cf. associations, companies, foundations)" and their participation in the evaluation of EU policies "upstream in the process of drafting regulations."

This own initiative opinion confirms the civil society actors' awareness in the importance of SGI for the European construction. CELSIG shares the idea that new European services of general interest should be created and, to the list provided by the EESC it proposes to examine areas of the environment, biodiversity, forests, air and the banking sector, among others.

<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.opinions-search>

Application des règles communautaires aux SIEG et SSIG

Le 28 décembre 2010, la Commission européenne a publié un "Guide relatif à l'application aux SIEG, et en particulier aux SSIG, des règles de l'Union européenne en matières d'aides d'Etat, de marchés publics et de marché intérieur" (SEC(2010) 1545) qui met à jour un précédent document de 2007.

La Commission utilise les expressions "grande marge de manœuvre" et "large pouvoir d'appréciation", alors que le protocole n° 26 sur les SIG annexé aux traités de Lisbonne précise que les autorités nationales, régionales et locales disposent "d'un large pouvoir discrétionnaire pour fournir, faire exécuter et organiser les services d'intérêt général". Elle affaiblit ainsi considérablement la portée du protocole. Tout au long de son déroulement le texte, qui s'appuie sur la jurisprudence de la Cour, donne le sentiment que la Commission minimise la portée des services d'intérêt général, les considère comme une exception dans le cadre de la construction du marché intérieur. Ce faisant, elle réduit la portée de l'article 14 TFUE qui fait pourtant partie des "dispositions d'application générale" applicables à toutes les politiques de l'UE, y compris le marché intérieur et la concurrence.

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=89&newsId=977&furtherNews=yes>

Marchés publics

♦ "La modernisation de la politique de l'UE en matière de marchés publics. Vers un marché européen des contrats publics plus performant" (COM(2011) 15). Livre vert servant de base à une consultation publique, ouverte jusqu'au 8 avril 2011, sur les besoins de modification des règles, outils et méthodes en vigueur, en particulier pour tenir compte de la jurisprudence récente de la Cour de justice UE. Le Livre vert ne porte pas sur les concessions et comporte un chapitre concernant la coopération public-public qui émerge de la jurisprudence récente de la Cour de justice et pour lequel la Commission européenne annonce un document de travail courant 2011. Il annonce également qu'une évaluation exhaustive de l'impact et du rapport coût/efficacité de la politique de l'UE en matière de marchés publics est menée par la Commission et que les résultats en seront publiés à l'été 2011.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0015:FIN:FR:PDF>

♦ **Guide sur la prise en compte des considérations sociales dans les marchés publics** : Établi par la Commission européenne le 28 janvier 2011, c'est un document indicatif à destination des pouvoirs publics qui veulent passer des appels d'offres publics de biens et de services de manière socialement responsable conformément aux règles de l'UE.

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=89&newsId=978&furtherNews=yes>

Nouveau site CELSIG

Nous vous invitons à visiter le site web du CELSIG www.celsig.org qui a été totalement rénové. Il comporte en particulier un moteur de recherche exclusif qui permet d'accéder en 3 clics à toute l'actualité européenne des 15 dernières années sur les services d'intérêt général, sur la base des 271 numéros parus de Nouvelles News Europe, avec deux approches, sectorielle et transversale.

Cet outil exceptionnel met à la disposition de tous les éléments de la problématique des services d'intérêt général et de l'intérêt général en Europe.

Application of Community rules to SGEIs and SSGIs

On the 28th December, 2010 the European Commission published a "Guide to the application of the European Union rules on State aid, public procurement and the internal market to SGEIs and, in particular, to SSGIs" (SEC (2010) 1545) which updates an earlier paper published in 2007.

The Commission uses such terms as "considerable leeway" and "broad discretion", while Protocol No. 26 on SGIs annexed to the Lisbon Treaty, states that national, regional and local authorities have "a broad discretion in providing, enforcing and organising services of general interest." It thus weakens, considerably, the scope of the protocol. Throughout its course, this text, which is based on the case law of the Court of Justice, gives the impression that the Commission is downplaying the scope of services of general interest, considering them as an exception in the framework of the construction of the internal market. In so doing, it reduces the scope of Article 14 TFEU which is one of the "general application provisions" that apply to all EU policies, including the internal market and competition.

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=89&newsId=977&furtherNews=yes>

Public procurement

♦ "The modernisation of the EU policy on public procurement. Towards a more efficient European Procurement Market" (COM (2011) 15). This is a Green Paper serving as a basis for a public consultation, which is open until April 8, 2011, on the need to amend current rules, tools and procedures, in particular, to take account of recent case law of the EU Court of Justice. The Green Paper does not cover concessions and includes a chapter on public/public cooperation that has emerged from the recent case law of the Court of Justice and on which the European Commission has announced a discussion paper in the course of 2011. The Commission has also announced that a comprehensive assessment of the impact and cost-effectiveness of the EU policy on public procurement is being conducted by the Commission and that the results will be published in summer 2011.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0015:FIN:EN:PDF>

♦ **Guide on the taking account of social considerations in public procurement**: Established by the European Commission on January 28, 2011, this guidance document is aimed at government authorities who want to make calls for public tenders for goods and services in a socially responsible manner in accordance with EU rules.

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=89&newsId=978&furtherNews=yes>

New site for CELSIG

We are inviting you all to visit our new CELSIG, www.celsig.org, website which has undergone dramatic renovation. It now includes, in particular, an exclusive search engine that provides access, in just 3 clicks, to any European news on services of general interest covering the last 15 years, based on the 271 published issues of the News Europe bulletin and offering two approaches, sectoral and transversal.

This unique tool places at the disposal of everyone all the information concerning the issues of services of general interest and of general interest in Europe.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Pour recevoir par e-mail *To receive by E-mail* www.celsig.org